

74

750

marche des choses ; que notre destinée est dans des mains plus puissantes que les nôtres, et que les Etats-Unis ne nous prendront que lorsqu'ils le jugeront bon. Mais c'est toujours une fausse politique que celle qui consiste à ne rien faire sous prétexte qu'on ne peut rien. Le temps est venu, pour nous, d'agiter la question de notre avenir, si nous voulons être appelés au conseil, si nous voulons être consultés sur le mode et sur les conditions de la transformation de cette ancienne colonie française, de cette province anglaise, soit en pays indépendant, soit en Etat américain.

Autour de nous les événements se pressent, et nous ne pourrions pas longtemps encore fermer l'oreille à tous les bruits qui révèlent le travail de dissolution qui s'accomplit pour détacher le Canada de l'Angleterre. Faut-il donc attendre pour aviser que le drapeau anglais, retiré successivement de Toronto, d'Ottawa, de Montréal, bientôt de Québec, puis enfin de Halifax, ait repassé les mers ? On le croirait vraiment, à voir le peu de place que tient dans les luttes politiques la question qui devrait absorber toutes les autres ; on le croirait vraiment à voir, au moment où la Haute Commission est réunie à Washington, les hommes publics de la vaste et intelligente province d'Ontario uniquement occupés du sort du Cabinet de M. Sandfield Macdonald.

Le rôle que va remplir dans cette commission notre représentant, Sir John A. Macdonald, est un rôle sacrifié, un rôle au-dessous de ses brillantes facultés, comme au-dessous des exigences de la situation. Il va assister au rejet des prétentions émises par notre gouvernement dans le vain espoir d'entraîner le cabinet anglais à sa suite.